



Le Saint-Siège

MESSAGE DU PAPE FRANÇOIS POUR LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION 2015

Au professeur José Graziano da Silva directeur général de la FAO

1. Cette journée, où l'on célèbre le soixante-dixième anniversaire de l'institution de la FAO, met au premier plan nombre de nos frères qui, malgré les efforts réalisés, souffrent de la faim et de la malnutrition, avant tout en raison de la distribution inégale des fruits de la terre, mais aussi à cause du manque de développement agricole. Nous vivons à une époque où la recherche effrénée du profit, la concentration sur les intérêts particuliers et les effets de politiques injustes ralentissent les actions à l'intérieur des pays ou empêchent une coopération efficace au sein de la communauté internationale. En ce sens, il reste beaucoup à faire en ce qui concerne la sécurité alimentaire qui semble encore un objectif lointain pour beaucoup. Cette situation douloureuse, Monsieur le directeur général, rend encore plus urgent le retour à l'inspiration qui fut à l'origine de cette organisation et nous engage à trouver les moyens nécessaires pour libérer l'humanité de la faim et promouvoir une activité agricole capable de satisfaire les besoins concrets des différentes régions de la planète.

Il s'agit d'un objectif certainement ambitieux, mais qu'on ne peut différer et qui doit être poursuivi avec une volonté renouvelée dans un monde où se creuse toujours plus l'écart entre les niveaux de bien-être, dans les revenus, la consommation, l'accès aux soins médicaux, l'instruction et tout ce qui représente une plus grande espérance de vie. Nous sommes les témoins, souvent muets et paralysés, de situations qu'il n'est pas possible de lier exclusivement à des phénomènes économiques, parce que l'inégalité est de plus en plus l'effet d'une culture qui élimine et exclut tant de nos frères et sœurs de la vie sociale, qui ne tient pas compte de leurs capacités et en arrive à considérer comme superflu leur apport à la vie de la famille humaine.

Le thème choisi pour la Journée mondiale de l'alimentation de cette année: *Protection sociale et agriculture pour briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale*, est important. Un problème qui met en avant notre responsabilité envers les deux tiers de la population mondiale à qui manque une

protection sociale, même minimale. Un fait d'autant plus alarmant que la majeure partie de ces personnes vit dans les zones les plus désavantagées de pays où être pauvre est une réalité oubliée et où l'unique source de survie est liée à une production agricole insuffisante, à la pêche artisanale ou à l'élevage à petite échelle.

En effet, l'absence de protection sociale pèse avant tout sur les petits agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et forestiers contraints de vivre dans la précarité, puisque le fruit de leur travail est subordonné, la plupart du temps, à des conditions environnementales qui échappent souvent à leur contrôle et au manque de moyens pour faire face aux mauvaises récoltes ou se procurer les instruments techniques nécessaires. Paradoxalement, même quand la production est abondante, ils rencontrent ensuite une série de difficultés de transport, de commercialisation et de conservation du fruit de leur travail.

Au cours de mes voyages et visites pastorales, j'ai eu de nombreuses occasions d'écouter ces personnes exprimer leurs difficultés et il est naturel que je me fasse le porte-parole des graves préoccupations qu'elles m'ont confiées. Leur vulnérabilité, en effet, a des répercussions très lourdes sur leur vie personnelle et familiale, déjà accablée par les multiples contrariétés ou par des journées exténuantes et sans horaires, à la différence de ce qui se produit pour d'autres catégories de travailleurs.

2. La condition des personnes qui souffrent de la faim et de la malnutrition montre qu'il ne suffit pas et que nous ne pouvons pas nous contenter d'un appel général à la coopération ou au bien commun. La question à poser est peut-être autre: est-il encore possible de concevoir une société dans laquelle les ressources sont entre les mains d'un petit nombre et les moins privilégiés sont obligés de ne ramasser que les miettes?

La réponse ne peut se limiter à de bonnes résolutions, mais elle consiste plutôt dans la «paix sociale, c'est-à-dire la stabilité et la sécurité d'un certain ordre qui ne se réalise pas sans une attention particulière à la justice distributive, dont la violation génère toujours la violence» ([*Laudato si'*, n. 157](#)). En effet, pour les personnes et les communautés, l'absence de protection sociale est un facteur négatif en soi et celle-ci ne peut être seulement limitée aux menaces possibles pour l'ordre public, du moment que l'inégalité concerne les éléments fondamentaux du bien-être individuel et collectif, comme par exemple la santé, l'instruction et la participation aux processus décisionnels.

Je pense aux plus désavantagés, à ceux qui, parce qu'ils n'ont pas de protection sociale, souffrent des conséquences négatives d'une crise économique persistante ou de phénomènes liés à la corruption et au mauvais gouvernement, outre qu'ils subissent les changements climatiques qui compromettent leur sécurité alimentaire. Ce sont des personnes, et non des numéros, et elles demandent notre soutien, pour pouvoir regarder l'avenir avec un minimum d'espérance. Elles demandent aux gouvernements et aux institutions internationales d'agir rapidement en faisant tout

leur possible en ce qui concerne leur responsabilité.

Considérer les droits de celui qui a faim et accueillir ses aspirations signifie avant tout une solidarité qui se traduit par des gestes concrets, qui exige le partage et pas seulement une meilleure gestion des risques sociaux et économiques ou un secours ponctuel à l'occasion des catastrophes et des crises environnementales. C'est cela que l'on demande à la FAO, à ses décisions et aux initiatives et programmes concrets mis en œuvre dans divers lieux.

Cette perspective anthropologique montre toutefois que la protection sociale ne peut pas être limitée à l'augmentation des revenus, ni se réduire à l'investissement en moyens de subsistance pour une amélioration de la productivité et la promotion d'un développement économique équitable. Elle doit se concrétiser dans cet «amour social» qui est la clé d'un authentique développement (cf. *ibid.*, n. 131). Considérée dans ses composantes essentiellement humaines, la protection sociale pourra augmenter chez les personnes plus désavantagées la capacité de résilience, pour affronter et surmonter les difficultés et les contretemps, et elle fera comprendre à tous le juste sens d'un usage durable des ressources naturelles et du plein respect de la maison commune. Je pense en particulier à la fonction que peut exercer la protection sociale pour soutenir la famille, au sein de laquelle ses membres apprennent, dès le début, ce que signifie partager, s'aider réciproquement, se protéger les uns les autres. Garantir la vie familiale signifie promouvoir la croissance économique de la femme, consolidant ainsi son rôle dans la société, ainsi que favoriser l'attention aux personnes âgées et permettre aux jeunes de poursuivre leur formation scolaire et professionnelle pour accéder bien préparés au monde du travail.

3. L'Eglise n'a pas pour mission de traiter directement de tels problèmes du point de vue technique. Toutefois, les aspects humains de ces situations ne la laissent pas indifférente. La création et les fruits de la terre sont des dons de Dieu offerts à tous les êtres humains, qui en sont en même temps les gardiens et les bénéficiaires. C'est pourquoi ils sont destinés à être équitablement partagés par tous. Ceci exige une ferme volonté d'affronter les injustices que nous rencontrons tous les jours, en particulier les plus graves, celles qui offensent la dignité humaine et qui touchent en profondeur notre conscience. Ce sont des faits qui ne permettent pas aux chrétiens de s'abstenir d'apporter leur contribution active et leur professionnalisme, en particulier à travers différentes formes d'organisation qui font tant de bien dans les zones rurales.

Face aux difficultés, ni le pessimisme ni l'indifférence ne peuvent prévaloir. Ce qui a été réalisé jusqu'ici, en dépit de la complexité des problèmes, est déjà un motif d'encouragement pour toute la communauté internationale, pour ses institutions et ses lignes d'action. Parmi celles-ci, je pense à l'*Agenda 2030 pour le développement durable*, récemment approuvé par les Nations unies. J'espère que cela ne restera pas seulement un ensemble de règles et d'accords possibles. Je suis certain que cela inspirera un modèle différent de protection sociale, tant au niveau international qu'au niveau national. On évitera ainsi de l'utiliser en faveur d'intérêts contraires à la dignité humaine ou qui ne respectent pas pleinement la vie, ou pour justifier des comportements

d'omission qui laissent les problèmes non résolus, aggravant ainsi les situations d'inégalité.

Que chacun, selon ses possibilités, donne le meilleur de soi dans un esprit d'authentique service des autres. Dans cet effort, l'action de la FAO sera fondamentale si elle dispose des moyens nécessaires pour assurer la protection sociale dans le cadre du développement durable et de la promotion de ceux qui vivent de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la forêt.

En formant ces vœux, j'invoque sur vous, Monsieur le directeur général, et sur ceux qui collaborent dans ce service à la famille humaine, la Bénédiction de Dieu riche en miséricorde.

Du Vatican, 16 octobre

François